

Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2015

3^{ème} Edition

Chiffres clés issus du deuxième Recensement Général des entreprises de 2016 (RGE-2)

23 427 entreprises modernes répertoriées dont 10 336 implantées à Douala (44,1%) et 8 113 à Yaoundé (34,6%).

58,6% sont des entreprises individuelles.

324 752 employés permanents dans le secteur moderne dont 116 948 dans les PME en 2015.

11 480 milliards de FCFA de chiffre d'affaires générés par les entreprises modernes en 2015 dont 1 969 milliards de FCFA pour les PME.

Les entreprises d'effectifs employés supérieurs à 100 personnes représentent 1,9% de l'ensemble mais emploient 62,5% du total des effectifs.

Le secteur primaire concentre 1,2% des entreprises, emploie 12,5% des effectifs et génère 4,4% du chiffre d'affaires global.

Le secteur secondaire concentre 10,8% des entreprises, emploie 21,6% des effectifs et génère 33% du chiffre d'affaires global.

Le secteur tertiaire concentre 88,0% des entreprises, emploie 61,4% des effectifs et génère 62,6% du chiffre d'affaires global.

Les entreprises de chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards représentent 1,8 % de l'ensemble des entreprises et cumulent 81,1% du chiffre d'affaires global.



Institut National de la Statistique

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: (237) 222 23 24 37

Website: www.statistics-cameroon.org

Juin 2018

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter le répertoire et la démographie des entreprises modernes en 2015.

Cette troisième édition donne la situation des entreprises assujetties à la Déclaration Statistique et Fiscale(DSF) et concerne l'année 2015. Ce travail s'inscrit en droite ligne du processus de mise en place et d'opérationnalisation de la Centrale des Bilans des Entreprises qui est un chantier que l'INS a démarré en 2012.

Dans le cadre de cette activité, une nouvelle chaîne de traitement des DSF a été mise en place avec deux (02) pools de saisie des données à Douala et Yaoundé. Ce dispositif a conduit à ce jour à la saisie complète des DSF des entreprises du Système Normal et du Système Allégé pour les années 2007, 2010, 2011, 2013, 2014, et 2015. La saisie complète des DSF des Etablissements de Crédit, quant à elle, a débuté en 2013, et celles des Sociétés d'Assurances en 2015.

Il est envisagé dans les prochaines éditions, de prendre en compte les entreprises du Système Minimal de Trésorerie, constitué principalement des Très Petites Entreprises, et le Système des Etablissements de Microfinance afin de mieux capter le tissu économique moderne dans sa globalité.

Le rapport se focalise sur les données d'identification et quelques données économiques (Emploi, Chiffre d'affaires) des entreprises dont les DSF ont été collectées pour l'exercice 2016.

L'INS profite de cette occasion pour rappeler à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, à déposer leur DSF dans les délais réglementaires auprès de la Direction Générale des Impôts ou alors directement au niveau des Agences Régionales de l'INS. De même, il tient à remercier les responsables des entreprises ayant déposé leur déclaration statistique et fiscale au cours de l'exercice sous-révu.

L'INS remercie également les Administrations, notamment le Ministère des Finances, les cabinets comptables pour leur appui à la collecte des DSF. L'Institut accueillerait avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de ce document.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé
Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37
Site Web: www.statistics-cameroon.org/www.nada.stat.cm

Liste des sigles et Abréviations

BDEF	Banque de Données Economiques et Financières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CFCE	Centre de Formalité de Création d'Entreprises.
CGA	Centre de Gestion Agrée
CITI	Classification Internationale Type par Industries
Code INS	Identifiant interne des entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	Etablissement de Microfinance
INS	Institut National de la Statistique
IDU	Identifiant Unique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
NACAM	Nomenclature des Activités du Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'Afristat
OES	Organisation de l'Economie Sociale
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RGE	Recensement Général des Entreprises
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SYSCOHADA	Système comptable OHADA

Sommaire

Avant-propos.....	2
Liste des sigles et Abréviations.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	5
Section 1. Aperçu de la méthodologie.....	6
Section 2. Situation du répertoire en 2015.....	8
Section 3. Implantation des entreprises.....	10
Section 4. Forme juridique.....	11
Section 5. Activités économiques exercées.....	11
Section 6. Emploi dans les entreprises modernes.....	14
Section 7. Chiffre d'affaires des entreprises en 2015.....	19
Section 8. Les Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2015.....	24
Section 9. Les Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2015.....	25
Section 10. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE.....	26
Conclusion, perspectives et recommandations.....	30
Annexe : Equipe technique.....	31

Introduction

Le premier Recensement Général des Entreprises, réalisé par l'INS en 2009, a permis de mettre en place un répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des DSF.

La DSF constitue une source importante pour le suivi des entreprises modernes. Elle permet notamment de : (i) avoir une visibilité sur la situation comptable et financière de l'entreprise, (ii) appréhender les indicateurs structurels sur le système productif, (iii) et fournir les informations pour l'élaboration des comptes nationaux. Pour ce faire, il est capital de disposer des liasses fiscales pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF pour l'exercice 2015 (14 437 unités collectées) a permis la réalisation du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes au cours dudit exercice. Il est à noter, par ailleurs, que les travaux de mise à jour dudit répertoire servent de cadre pour la consolidation des bilans dans la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF).

Le présent rapport permet, non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief les entreprises et les branches d'activités les plus importantes, selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport s'articule autour de neuf (09) sections. La première fait un bref aperçu de la méthodologie utilisée. Les sections suivantes passent en revue l'implantation géographique, la forme juridique, l'activité économique exercée, l'emploi, le chiffre d'affaires. La dernière section traite de la dynamique de création des entreprises.

Section 1. Aperçu de la méthodologie

La mise en œuvre du répertoire des entreprises modernes est conforme au règlement N° 01/CM/AFRISTAT/ 2009 d'AFRISTAT sur le répertoire statistique d'entreprises. Cet outil est fondamental pour le suivi des unités économiques.

1.1 Définition et objectifs du répertoire

Au sens du présent document, les entreprises modernes sont celles relevant du secteur formel et produisant une DSF¹. Le Répertoire des entreprises modernes est donc une base de données qui identifie les entreprises de ce type. Il enregistre les informations sur l'identification administrative, la localisation géographique, l'activité et l'emploi etc.

L'objectif principal de ce répertoire est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises modernes (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, ce répertoire vise à :

- ☞ répertorier les entreprises assujetties à la DSF (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ☞ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ☞ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

A partir de la masse d'informations contenue dans le répertoire, plusieurs prestations peuvent être fournies, notamment :

- la constitution d'échantillons pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- le suivi des performances du secteur privé ;
- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.) ;
- les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

1.2 Champ

Le répertoire des entreprises modernes enregistre toutes les entreprises établies sur le territoire national, et assujetties à une DSF, selon le plan comptable en vigueur auquel ces entreprises sont soumises, en l'occurrence le Système comptable OHADA (SYSCOHADA). Les entreprises répertoriées sont celles qui ont déposé leurs liasses fiscales en 2015.

1.3 Sources de données

Les données proviennent des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) déposées par les entreprises auprès de la DGI ou à l'INS. Les DSF retardataires ou rectificatives collectées lors

¹ La Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) est un document administratif présentant les états comptables et financiers des entreprises au cours d'un exercice

de la campagne sur l'exercice suivant, sont également prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu.

1.4 Traitement des données

L'exploitation de la base de saisie des DSF de l'année 2015 a d'abord permis de constituer une base de données d'environ 14 437 entreprises qui ont eu à déposer une DSF pour l'exercice 2015. L'examen de ce répertoire, compte tenu de la réalité économique a permis d'identifier des entreprises qui ne l'ont pas fait. Les informations pour celles-ci ont été complétées selon les cas suivants:

- 1^{er} cas : Elles ont participé au RGE2 : Les informations ont été exploitées dans le cadre de ce rapport ;
- 2^{ème} cas : Elles n'ont pas participé au RGE2, mais elles ont déposé leur document de l'exercice 2016. Dans ce cas, l'information de l'année 2015 est récupérée à partir du document de l'année 2016 ;
- 3^{ème} cas : Elles n'ont pas été recensées au RGE2 en raison des difficultés à les localiser sur le terrain et elles n'ont pas déposé leur document de l'exercice 2016. Dans cet autre cas, les informations de l'année 2014 sont reportées à l'année 2015.

Ce traitement a permis de mettre à jour le répertoire de 2014 et d'obtenir celui de 2015 pourvu de 23 427 entreprises.

Par ailleurs, l'on a observé la présence de données manquantes dues au non renseignement de certaines variables de classement, notamment, le chiffre d'affaires et l'effectif employé. Le traitement de ces données manquantes s'est fait de la manière suivante :

- Pour les personnes physiques, l'effectif employé des branches « commerce » et des « activités de soutien aux entreprises » a été imputé à 1. Pour les autres branches, l'imputation a été faite par la moyenne de chacun de ces deux indicateurs dans les strates constituées (croisement de la branche d'activité et du chiffre d'affaires);
- Pour les personnes morales, l'imputation par le chiffre d'affaires moyen est effectuée dans chaque strate, les strates étant obtenues par croisement de la branche d'activité et de la tranche d'effectifs employés. De même l'imputation par l'effectif moyen est effectuée dans chaque strate obtenue par croisement de la branche d'activité et de la tranche du chiffre d'affaires.

La gestion de certaines variables de classement comme l'activité principale exercée ou la typologie de l'entreprise est particulière. En effet, en ce qui concerne l'activité, les changements ne peuvent être considérés comme tels que s'ils sont observés durant deux (02) années consécutives. Tel est également le cas pour la typologie.

Le traitement des données de localisation manquantes, notamment le repère et la boîte postale, s'est fait en utilisant principalement les données du fichier du contribuable de la Direction Générale des Impôts.

1.5 Période de publication

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est publié en fin d'année N+1.

1.6 Nomenclature utilisée

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industries (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2016/0895/PM du 03 mai 2016.

1.7 Les principales variables

Le répertoire décline les variables ci-dessous :

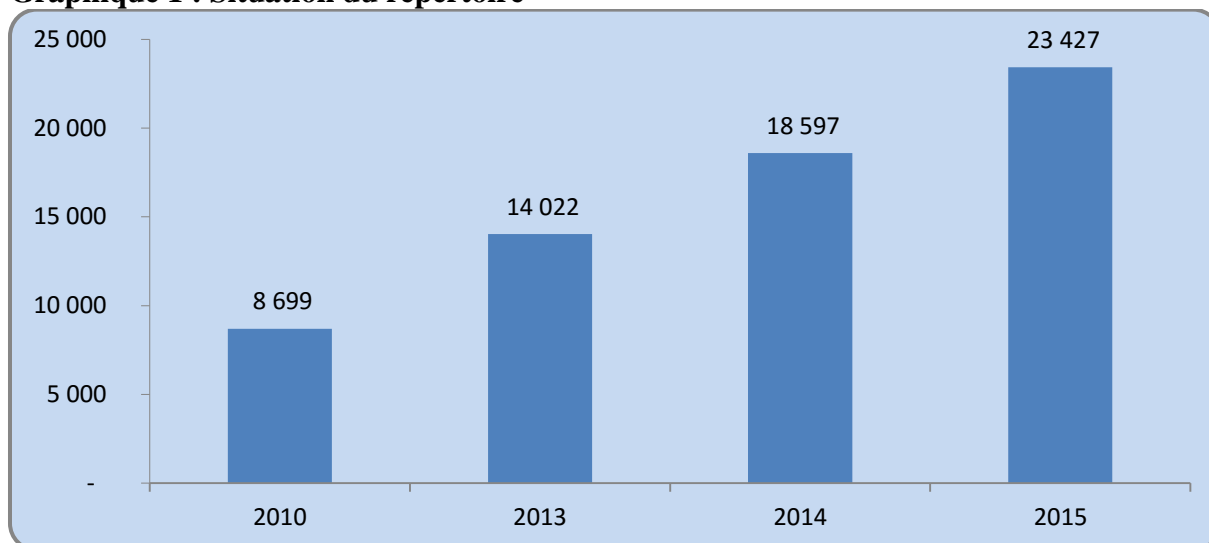
- le numéro de contribuable ;
- le numéro d'identification au RCCM ;
- le capital social de l'exercice;
- la forme juridique ;
- la raison sociale ;
- le sigle ;
- le site web ;
- le numéro d'identification attribué par l'INS à l'entreprise ;
- l'effectif d'employés de l'exercice;
- l'activité de l'entreprise ;
- les produits ;
- le chiffre d'affaires de l'exercice ;
- le dépôt de la DSF ;
- La date de Création.

Section 2. Situation du répertoire en 2015

Le nombre d'entreprises modernes répertoriées en 2015 est de 23 427 unités contre 18 597 en 2014. Cette évolution peut s'expliquer par :

- Une meilleure couverture du champ ;
- Une formalisation des entreprises existantes ;
- Des créations de nouvelles entreprises personnes physiques ;
- Une mise à jour de l'identifiant INS.

Graphique 1 : Situation du répertoire



Source : Centrale des Bilans 2015

Encadré 1 : Procédé de mise à jour de l'identifiant INS

L'identification des unités économiques du répertoire se fait à deux niveaux : celui de l'entreprise siège et celui de l'établissement. L'identification d'une entreprise siège au répertoire est faite grâce à l'attribution d'un code numérique non significatif comportant 7 chiffres (complété par les zéro pour tenir sur 10 positions). Tout établissement est identifié par un code numérique, également non significatif, à 10 chiffres.

Illustration :

Identifiant de l'entreprise siège : 1194403000

Si l'entreprise dispose des établissements, l'identifiant INS du premier établissement enregistré devra se présenter de la manière suivante 1194403001, celui du deuxième établissement 1194403002, ainsi de suite.

Le numéro attribué est non significatif en ce sens qu'il ne contient aucun code caractérisant l'activité, la localisation des unités, la forme juridique ou la taille de l'entreprise etc. Toutefois, les chiffres 1 en début du code sont attribués aux entreprises publiques ou parapubliques.

Le code identifiant d'une entreprise permet d'identifier théoriquement 9 999 999 (neuf millions neuf cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent quatre vingt dix neuf) entreprises sièges. Tout établissement reçoit un code identifiant d'établissement même pour une entreprise qui exploite un établissement unique. Le code identifiant de l'établissement comporte en racine le code identifiant de l'entreprise siège plus un numéro interne de classement (NIC) qui est séquentiel (commençant par 001). Le numéro interne de classement comporte autant de zéro à gauche pour tenir sur trois positions. Un code attribué à un établissement n'est plus jamais utilisé au profit d'un autre établissement de cette entreprise. Le NIC permet d'identifier théoriquement 999 (neuf cent quatre vingt dix neuf)

établissements pour une entreprise donnée.

Le code identifiant d'une entreprise est un numéro séquentiel à 6 chiffres plus une clé de contrôle attribué automatiquement et qui en assure l'unicité et la validité.

Le numéro séquentiel est attribué selon la date de création (jour/mois/année) de l'entreprise. En cas d'égalité de date de création, un mécanisme aléatoire est appliqué aux entreprises classées par ordre alphabétique.

Algorithme de contrôle de validité du code identifiant

Le principe utilisé pour vérifier la validité du code identifiant attribué est basé sur l'algorithme de Luhn encore appelé « formule de Luhn » ou encore « clé 1-2 ».

Section 3. Implantation des entreprises

Les entreprises modernes sont inégalement réparties sur le territoire national. Les régions du Littoral et du Centre concentrent près de 8 entreprises sur 10 ; les deux métropoles Douala (40 % des entreprises) et Yaoundé (32,9%) se taillant la part du lion. Très loin derrière, suivent l'Ouest (5,2%), le Sud-ouest (5,1%) et le Nord-ouest (3,4%). Les autres régions concentrent chacune moins de 2,5 % des entreprises.

Région	Nombre d'entreprises modernes en 2015	Pourcentage
Adamaoua	316	1,3
Centre	8 113	34,6
<i>Dont Yaoundé</i>	<i>7 716</i>	<i>32,9</i>
Est	321	1,4
Extrême-nord	485	2,1
Littoral	10 336	44,1
<i>Dont Douala</i>	<i>9 369</i>	<i>40,0</i>
Nord	525	2,2
Nord-ouest	797	3,4
Ouest	1 209	5,2
Sud	120	0,5
Sud-ouest	1 205	5,1
Ensemble	23 427	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Section 4. Forme juridique

En 2015, le tissu des entreprises modernes reste majoritairement constitué d'entreprises individuelles, soit 58,6% contre 55,6 % en 2014 et 52,5% en 2013. Elles sont suivies des SARL (30,8%). Les SA quant à elles sont au nombre de 1 052, soit 4,5% des entreprises. Depuis 2013 (date de la 1^{ère} édition), l'on note ainsi une accentuation de la domination démographique des entreprises individuelles sur les sociétés.

Forme juridique	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
Société Individuelle	13 735	58,6
SARL Unipersonnelle (SARLU ou SUARL)	313	1,3
Société à Responsabilité Limitée (SARL)	7 221	30,8
Société Anonyme (SA)	1 052	4,5
Société en Nom Collectif (SNC)	260	1,1
Société en Commandite Simple(SCS)	10	0,0
Coopérative	88	0,4
Groupe d'Initiative Commune (GIC)	111	0,5
Groupe d'Intérêt Economique (GIE)	26	0,1
Entreprise Publique et Etablissement Public Administratif	24	0,1
Organisation Non Gouvernementale (ONG)	22	0,1
Société Civile Immobilière (SCI)	106	0,5
Société Civile Professionnelle (SCP)	0	0,0
Société par Actions Simplifiées (SAS)	21	0,1
Autre forme juridique	438	1,9
Ensemble	23 427	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Cette tendance est la même que celle observée dans les Centres de Formalités de Création des Entreprises (CFCE) où les entrepreneurs optent majoritairement pour les entreprises individuelles. Toutefois, la revue à la baisse du capital requis pour la création d'une SARL à 100 000 F CFA au lieu de 1 000 000 FCFA pourrait contribuer à inverser cette situation dans les prochaines années.

Section 5. Activités économiques exercées

En 2015, la tertiarisation du tissu économique moderne s'est accentuée. Sur 100 entreprises, 88 exercent leur activité principale dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire concentre 10,9% des entreprises.

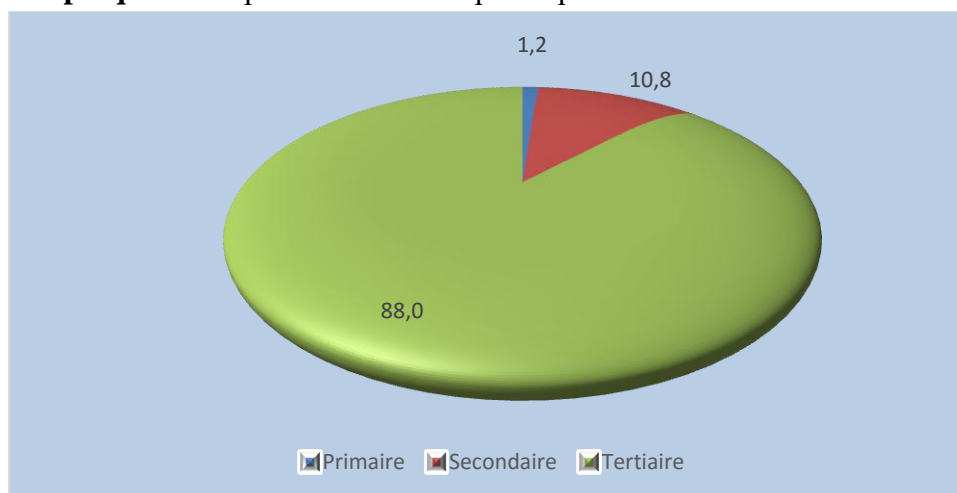
Le secteur primaire est le moins pourvu, avec 1,2% des entreprises modernes. En effet, le mode d'organisation de l'activité dans ce secteur dans le contexte national fait en sorte que peu de structures sont organisées en entreprises/entités structurées.

Dans le secteur tertiaire, les activités des entreprises répertoriées se concentrent dans les branches « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et « Activités fournies principalement aux entreprises » qui représentent à elles seules 78,2% du tertiaire.

Le secteur secondaire moderne est majoritairement constitué d'unités opérant dans la construction, notamment les BTP. Les activités manufacturières sont principalement portées par les branches telles que : « fabrication de produits à base de céréales » ; « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ».

Dans le secteur primaire, les entreprises exercent beaucoup plus dans la branche « Sylviculture et exploitation forestière ».

Graphique 2 : Répartition des entreprises par secteur d'activité en 2015



Source : Centrale des Bilans 2015

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
1	Agriculture	87	0,4
2	Elevage et chasse	59	0,3
3	Sylviculture et exploitation forestière	130	0,6
4	Pêche et aquaculture	1	0,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	21	0,1
6	Extraction des minerais	80	0,3
7	Industrie de la viande et du poisson	5	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12	0,1
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	59	0,3

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	42	0,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	245	1,0
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	29	0,1
13	Industrie de boissons	34	0,1
14	Industrie du tabac	-	0,0
15	Industries du textile et de la confection	50	0,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	7	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	100	0,4
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	258	1,1
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	0,0
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	75	0,3
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	47	0,2
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	29	0,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	179	0,8
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	15	0,1
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	11	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	5	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	112	0,5
28	Réparation et installation des machines et équipements	45	0,2
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	22	0,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	36	0,2
31	Construction	1 022	4,4
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	8 114	34,6
33	Hébergement et restauration	872	3,7
34	Transport et entreposage	971	4,1
35	Activité d'information et de télécommunications	398	1,7
36	Activités financières et d'assurance	318	1,4
37	Activités immobilières	379	1,6
38	Activités fournies principalement aux entreprises	8 006	34,2
39	Administrations publiques et sécurité sociale	3	0,0

Code Branche	Libellé de la Branche	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
40	Activités éducatives	943	4,0
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	526	2,2
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	78	0,3
	Ensemble	23 427	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Section 6. Emploi dans les entreprises modernes

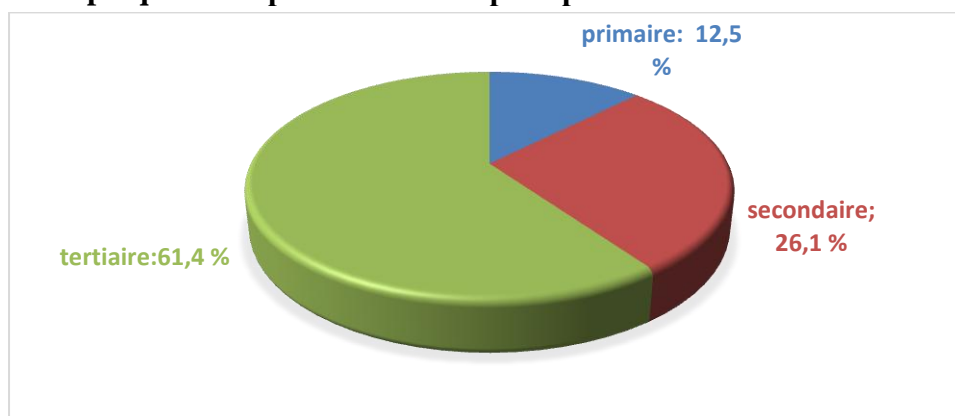
En 2015, les entreprises modernes occupent 324 752 employés permanents. La structure selon la tranche d'effectif employé, met en exergue la prépondérance des entreprises dont la taille ne dépasse pas 5 personnes. C'est le cas pour plus de 3 entreprises sur 4. Les entreprises ayant un effectif compris entre 6 et 10 employés représentent 9,7%. En revanche, les entreprises de grandes tailles (plus de 100 personnes) sont très peu nombreuses (1,9 %), mais concentrent la majorité des emplois (62,5%).

Tranche d'effectif employé	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Effectif cumulé employé	Poids (%)
1 à 5 personnes	17 993	76,8	29 401	9,1
6 à 10 personnes	2 282	9,7	17 094	5,3
11 à 20 personnes	1 449	6,2	20 865	6,4
21 à 100 personnes	1 269	5,4	54 545	16,8
plus de 100 personnes	434	1,9	202 847	62,5
Ensemble	23 427	100,0	324 752	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Par **secteur d'activité**, le tertiaire (61,4%) est le plus grand pourvoyeur d'emplois, suivi du secondaire (26,1%). Le primaire représente seulement 12,5% des emplois.

Graphique 3 : Répartition des emplois par secteur d'activité



Source : Centrale des Bilans 2015

L'effectif moyen employé dans une entreprise moderne est de 15 personnes en 2015. Suivant ce critère, la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » est la première génératrice d'emploi avec 400 travailleurs en moyenne par entreprise. Elle est suivie de la branche « Agriculture » (387) et « administration publique » (224), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (209), « Industrie de boissons » (189). En revanche les effectifs moyens les plus faibles s'observent dans la « pêche et aquaculture » (1 personne) ; « Activités immobilières » (4 personnes) « Activité pour la santé humaine », « commerce de gros et de détail et réparation de véhicules » (7 personnes), « Activités fournies principalement aux entreprises » (8 personnes).

Selon le cumul des effectifs employés, quatre (04) branches se démarquent avec plus de 15 000 personnes. Il s'agit de : « Activités fournies principalement aux entreprises » (56 626), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (50 669), l'« agriculture » (30 992) et le « transport et entreposage » (30 369).

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Effectif d'entreprise	Effectif moyen employé	cumul des effectifs employés	Poids
1	Agriculture	87	387	30 992	9,5
2	Elevage et chasse	59	11	580	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	130	72	9 074	2,8
4	Pêche et aquaculture	1	1	1	0,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	21	58	1212	0,4
6	Extraction des minerais	80	14	992	0,3
7	Industrie de la viande et du poisson	6	93	559	0,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12	143	1710	0,5
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	59	55	2736	0,8
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	42	131	5509	1,7
11	Fabrication de produits à base de céréales	245	22	5257	1,6
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	29	100	2395	0,7
13	Industrie de boissons	34	189	6053	1,9
15	Industrie du tabac	50	29	1395	0,4
16	Industries du textile et de la confection	7	93	559	0,2
17	Industries du cuir et fabrication des chaussures	100	82	7300	2,2
18	Industries du bois sauf fabrication des meubles	258	11	2757	0,8
19	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	2	400	799	0,2
20	Raffinage du pétrole et cokéfaction	75	68	4821	1,5
21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	47	176	8295	2,6

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Effectif d'entreprise	Effectif moyen employé	cumul des effectifs employés	Poids
22	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	29	25	694	0,2
23	Fabrication de produits minéraux non métalliques	179	31	5319	1,6
24	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	15	7	109	0,0
25	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	11	7	74	0,0
26	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	5	172	858	0,3
27	Fabrication de matériel de transport	112	7	673	0,2
28	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	45	9	353	0,1
29	Réparation et installation des machines et équipements	22	209	4592	1,4
30	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	36	161	5623	1,7
31	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	1022	15	14171	4,4
32	Construction	8113	7	50669	15,6
33	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	872	15	12342	3,8
34	Hébergement et restauration	971	32	30369	9,3
35	Transport et entreposage	398	43	15753	4,8
36	Activité d'information et de télécommunications	318	42	12355	3,8
37	Activités financières et d'assurance	379	4	1525	0,5
38	Activités immobilières	8006	8	56626	17,4
39	Activités fournies principalement aux entreprises	3	224	672	0,2
40	Administrations publiques et sécurité sociale	943	16	14701	4,5
41	Activités éducatives	526	7	3359	1,0

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Effectif d'entreprise	Effectif moyen employé	cumul des effectifs employés	Poids
42	Activité pour la santé humaine et action sociale	78	21	1383	0,4
	Ensemble	23 427	15	324 752	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Selon la **région d'implantation** des entreprises modernes, le Littoral est le premier pourvoyeur d'emplois modernes avec 58 % de l'ensemble des effectifs employés. Cette région est suivie du Centre (23,8%). C'est le fait essentiellement des deux (02) métropoles que sont Douala et Yaoundé qui emploient respectivement 54,2% et 23,1% des personnes.

De fortes disparités s'observent relativement à la taille moyenne des entreprises qui sont implantées dans les régions. Le Sud avec un effectif moyen de 62 personnes par entreprises et le Sud-ouest (23) présentent des ratios élevés, expliqués par la présence des grandes agro-industries à l'instar de la CDC au Sud-ouest et HEVECAM au Sud, qui effacent les quelques autres unités modernes qui y sont implantées. Le Littoral à travers Douala se caractérise également comme bastion d'entreprises de grande taille. En revanche, les tailles moyennes les plus faibles s'observent à l'Extrême-nord (5), l'Adamaoua (7), l'Ouest (7), l'Est (9) et le Nord-ouest (9).

Région	Nombre d'entreprises en 2015	Effectif moyen d'employé en 2015	Effectif cumulé d'employé	Poids(%)
ADAMAOUA	316	7	1669	0,5
CENTRE	8113	11	77412	23,8
YAOUNDE	7715	11	75145	23,1
EST	321	9	2491	0,8
EXTREME-NORD	485	5	2032	0,6
LITTORAL	10336	19	188400	58,0
DOUALA	8872	20	175920	54,2
NORD	525	12	5468	1,7
NORD-OUEST	797	9	6513	2,0
OUEST	1209	7	8539	2,6
SUD	120	62	6432	2,0
SUD-OUEST	1205	23	25796	7,9
Ensemble	23 427	15	324 752	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Section 7. Chiffre d'affaires des entreprises en 2015

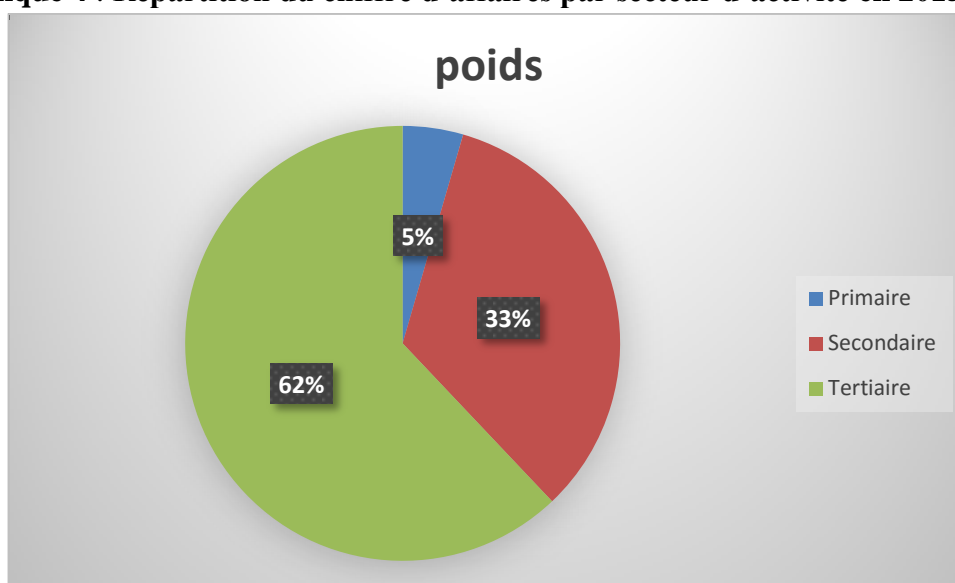
En 2015, les entreprises modernes ont généré 11 480 milliards de FCFA de Chiffre d'affaire. Près de 70 % de ces entreprises réalise un chiffre d'affaires de moins de 50 millions, dont 46% d'entreprises avec moins de 15 millions. En outre, cette catégorie ne cumule que 0,5% du chiffre d'affaires total. Les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards sont moins nombreuses (1,8%) mais concentrent 81,1% du chiffre d'affaires généré par l'ensemble des entreprises en 2015.

Tranche de Chiffres d'Affaires	Nombre d'entreprises en 2015	Chiffre d'Affaires Moyen en 2015 (Millions de FCFA)	CA cumulé en 2015 (Millions de FCFA)	Poids (%)
Moins de 15 millions	2047	156	318 717	2,8
15 millions à 50 millions	5720	29	165 218	1,4
50 millions à 100 millions	1261	476	600 205	5,2
100 millions à 250000000	428	21 828	9 342 261	81,4
250 millions à un milliards	2795	69	191 775	1,7
un milliards à 3 milliards	10700	6	59 885	0,5
3 milliards et plus	476	1 687	802 856	7,0
Ensemble	23 427	490	11 480 915	100,0

Source : Centrale des Bilans, 2015

Par **secteur d'activité**, le tertiaire réalise 62,6% du chiffre d'affaires global. Il est suivi par le secteur secondaire avec 33%. Le poids du secteur primaire est de 4,4%.

Graphique 4 : Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité en 2015 (en %)



Source : Centrale des Bilans, 2015

Dans le secteur tertiaire, la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » demeure la plus performante avec 32,3% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises. Elle est suivie par les « activités financières et d'assurances » (11,0%), portée par le dynamisme observé dans certaines banques à l'instar de la BICEC et de la Société Générale.

Au niveau du secteur secondaire, deux (02) branches sont bien positionnées sur le marché. Il s'agit de : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (5,26%) et l' « industrie de boissons » (4,45%).

Dans le secteur primaire, l'activité est tirée par les branches « Agriculture » et « Sylviculture et exploitation forestière ».

Le chiffre d'affaires moyen s'établit à 483 millions de FCFA pour l'ensemble des entreprises modernes répertoriées en 2015. Vingt-deux (22) branches sur 42 s'illustrent par une performance largement au dessus de cette moyenne. C'est le cas notamment de la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (297444 millions de FCFA) ; suivie de la branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (16 686 millions de FCFA) « Industries de boissons » (14806 millions de FCFA), et la branche « Travail des grains et fabrication des produits amylacés » (11 330 millions de FCFA). En revanche, les performances les plus faibles s'observent dans les branches « pêche et pisciculture » (10), l' « Activité pour la santé humaine et action sociale » (46 millions de FCFA) « Activités éducatives (47 millions de FCFA) », et les « activités fournies principalement aux entreprises » (69 millions de FCFA).

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2015	Chiffre d'Affaire Moyen en 2015 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2015 (Millions de F CFA)	Poids (%)
1	Agriculture	87	3 111	270 691	2,4
2	Elevage et chasse	59	234	13 787	0,1
3	Sylviculture et exploitation forestière	130	1 722	223 884	2
4	Pêche et aquaculture	1	10	10	0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	21	4 034	84 706	0,7
6	Extraction des minerais	80	237	18 932	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	6	261	1 564	0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	12	11 494	137 932	1,2
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	59	2 723	160 683	1,4
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	42	3 544	148 857	1,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	245	314	76 888	0,7
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	29	3 560	103 241	0,9

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2015	Chiffre d'Affaire Moyen en 2015 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2015 (Millions de F CFA)	Poids (%)
13	Industrie de boissons	34	14 806	503 390	4,4
15	Industries du textile et de la confection	50	397	19 828	0,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	7	257	1 801	0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	100	1 481	148 136	1,3
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	258	529	136 375	1,2
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	297 444	594 888	5,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	75	2 315	173 657	1,5
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	47	1 487	69 883	0,6
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	29	4 885	141 662	1,2
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	179	1 943	347 777	3
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	15	219	3 280	0
25		11	96	1 060	0
26	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	5	2 126	10 630	0,1
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	112	155	17 338	0,2
28	Réparation et installation des machines et équipements	45	168	7 544	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	22	16 686	367 095	3,2
30	Production et distribution	36	2 265	81 542	0,7

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2015	Chiffre d'Affaire Moyen en 2015 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2015 (Millions de F CFA)	Poids (%)
	d'eau, assainissement et traitement de déchets				
31	Construction	1 022	424	433 588	3,8
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	8 114	65 507	3 705 483	32,3
33	Hébergement et restauration	872	105	91 366	0,8
34	Transport et entreposage	970	678	657 832	5,7
35	Activité d'information et de télécommunications	398	1 926	766 589	6,7
36	Activités financières et d'assurance	318	3 978	1 264 852	11
37	Activités immobilières	379	92	34 917	0,3
38	Activités fournies principalement aux entreprises	8 006	69	549 617	4,8
39	Administrations publiques et sécurité sociale	3	5 865	17 596	0,2
40	Activités éducatives	943	47	44 525	0,4
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	526	46	24 024	0,2
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	78	301	23 466	0,2
	Ensemble	23 427	490	11 480 915	100

Source : Centrale des Bilans 2015

Selon la **région d'implantation**, l'essentiel de l'activité en termes de chiffre d'affaires se réalise dans les régions suivantes : Littoral (70,3%), Centre (16,1%) et le Sud-ouest (7,6%).

Graphique 5 : Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2015 (en %)

Région	Nombre d'entreprises modernes en 2015	Chiffre d'Affaire Moyen en 2015 (Millions de F CFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2015 (Millions de F CFA)	Poids (%)
ADAMAOUA	316	125	39 512	0,3
CENTRE	8 113	228	1 846 839	16,1
EST	321	156	50 154	0,4
EXTREME-NORD	485	118	57 089	0,5
LITTORAL	10 336	781	8 072 495	70,3
NORD	525	317	166 582	1,5
NORD-OUEST	797	109	86 522	0,8
OUEST	1 209	201	242 501	2,1
SUD	120	424	50 866	0,4
SUD-OUEST	1 205	721	868 355	7,6
Ensemble	23 427	490	11 480 915	100,0

Source : Centrale des Bilans 2015

Section 8. Les Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2015

En 2015, Société Générale du Cameroun (SGC) est la première entreprise camerounaise en termes de chiffre d'affaires devant la Société Nationale de Raffinage (SONARA qui occupait ce rang en 2014.

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2014
1	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	SG CAMEROUN	DOUALA	Banque et assurance	+3
2	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE	SONARA	LIMBE	Industrie de raffinage et cokéfaction	-1
3	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	Industrie de boisson	=
4	TOTAL CAMEROUN S.A	TOTAL CAMEROUN S.A	DOUALA	Commerce	+1
5	ENERGY OF CAMEROON	ENEO	DOUALA	Production, distribution d'électricité	+1
6	MTN CAMEROON S.A	MTN CAMEROON S.A	DOUALA	Information et télécommunication	+1
7	TRADEX SA	TRADEX	DOUALA	Commerce	+1
8	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN	BICEC	DOUALA	Banque et assurance	-6
9	ORANGE CAMEROUN S.A	ORANGE	DOUALA	Information et	=

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2014
				télécommunication	
10	CONGELCAM SA	CONGELCAM SA	YAOUNDE	Commerce	=
11	OLAM CAM SA	OLAM CAM SA	DOUALA	Commerce	+4
12	TELCAR COCOA LTD	TELCAR COCOA LTD	DOUALA	Commerce	+17
13	CORLAY CAMEROUN SA	CORLAY CAMEROUN SA	DOUALA	Commerce	-1
14	SODECOTON	SODECOTON	GAROUA	Agriculture	-1
15	ALUCAM	ALUCAM	EDEA	Fabrication d'ouvrages métalliques	-1

Source : Centrale des Bilans 2015

Tout comme en 2014, le top 15 est dominé par le secteur tertiaire qui est encore représenté par dix (10) entreprises. Il s'agit des géants du secteur bancaire, de la distribution des produits pétroliers et des télécommunications.

Les entreprises du secteur secondaire sont au nombre de quatre (04) comme en 2014 dans ce top 15. dans ce classement avec quatre (04) entreprises en 2015. Le primaire n'est représenté que par une (01) entreprise en l'occurrence la SODECOTON.

Section 9. Les Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2015

En 2015, la CDC demeure la première entreprise du Cameroun en termes d'emplois permanents. Comme elle, deux (02) autres entreprises du secteur primaire figurent dans le top 15 en termes d'effectifs employés. Les secteurs secondaire et tertiaire quant à eux sont représentés chacun par six (6) entreprises dans le classement.

Classement	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2014
1	CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION	CDC	SUD-OUEST	Agriculture	=
2	GROUP FOR SECURITY SERVICES PLC	G4S SECURITY	DOUALA	Activité de soutien aux entreprises	=
3	PLANTATIONS DU HAUT PENJA	PHP	LITTORAL	Agriculture	=
4	HEVEA CAMEROUN S.A.	HEVECAM	SUD	Transformation du caoutchouc et du plastique	=
5	AFRICA SECURITY CAMEROUN	AFRICA SECURITY CAMEROUN	DOUALA	Activité de soutien aux entreprises	=
6	CIBLE RH EMPLOI	COBLE RH EMPLOI	DOUALA	Activité de soutien aux	=

				entreprises	
7	ENERGY OF CAMEROON	ENEO	DOUALA	Production, distribution d'électricité	=
8	GLOBAL ENTREPRISE TECHNOLOGY AND SECURITY	GETSEC	YAOUNDE	Activité de soutien aux entreprises	=
9	HYGIENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN	HYSACAM CAMEROUN	DOUALA	Production, distribution et captage d'eau et collecte des déchets	=
10	CAMTEL		YAOUNDE	Information et télécommunication	-1
11	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	Industrie de boisson	-1
12	SAFA CAMEROUN	SAFACAM	DOUALA	Industrie des oléagineux et des aliments pour animaux	=
13	SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES	SOCAPALM	DOUALA	Industrie des oléagineux et des aliments pour animaux	-1
14	GROUPEMENT PROFESSIONNEL DES ACCONNIERS DU CAMEROUN	GPAC	DOUALA	Autres services fournis à la collectivité, services sociaux et personnels	+1
15	ESSOKA SECURITY LTD	ESSOKA SECURITY LTD	NORD-OUEST	Activité de soutien aux entreprises	+7

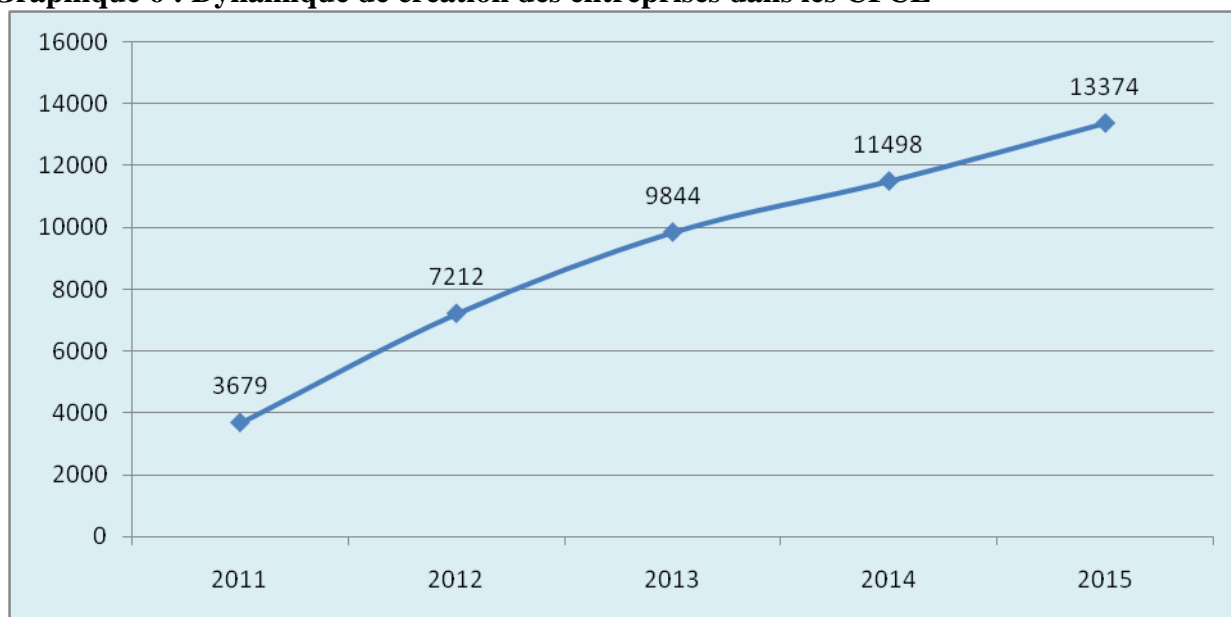
Source : Centrale des Bilans 2015

Section 10. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE

Le gouvernement a entrepris depuis 2010 de nombreuses réformes en vue de faciliter la création et la formalisation des entreprises.

Pour l'année 2015, 13 374 entreprises ont été créées dans les CFCE, soit un accroissement de 16,3% par rapport à l'année 2014 ; presque identique à la croissance de 16,8% en 2014. Cette augmentation soutenue des créations d'entreprises peut s'expliquer d'une part par l'adhésion des opérateurs et la confiance que ceux-ci éprouvent vis-à-vis des CFCE comme outil de formalisation des entreprises. D'autre part, il faut rappeler que le Gouvernement a mis en place diverses structures et programmes qui accompagnent les créateurs, porteurs et repreneurs de projets. Il s'agit entre autres de la Banque camerounaise des PME, de l'Agence de promotion des PME, du Bureau de mise à niveau des Entreprises, des Centres de Gestion Agréés (CGA) et des pépinières/incubateurs d'entreprises.

Graphique 6 : Dynamique de création des entreprises dans les CFCE



Source : Annuaire Statistique MINPMEESA 2015

Encadré 2 : Dynamique de création des entreprises. Evolution du cadre réglementaire et institutionnel

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ l'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun
 - ✓ l'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun
- la Circulaire Interministérielle N°001/ MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 pour les personnes physiques),
2. les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI),
3. au titre de propriété (qui n'est plus exigible),
4. à la Signature électronique³ (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général),

³L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire.

5. à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur),
6. au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé lors de la création),
7. au Statut de l'entrepreneur⁴ (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA),
8. à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE comme seul endroit pour établir les RCCM de création d'entreprises),
9. à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et
10. au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription).

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

Après les deux centres pilotes créées à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2014 le Cameroun compte huit (08) Guichets Uniques opérationnels avec la mise en service des Guichets à Maroua ; Limbé et Ebolowa.

En 2015, dix-huit (18) Centres de Gestion Agréés (CGA) sont fonctionnels au Cameroun. Le tableau ci-dessous présente leur liste.

Raison sociale	Sigle	Région	N° Agrément	BP	Téléphone
Cabinet Auditec consulting et Kousok Thomas	K2K	Centre	0176/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	7748	679842634/ 222221167/ 699938950
Cabinet Managis Consulting	CMC	Centre	0174/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	12 873	
Délégation régionale de la CCIMA du Centre	CCIMA	Centre	0472/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
Délégation régionale de la CCIMA de l'Est	CCIMA	Est	0473/MINFI/DGI/LC/L du 18 décembre 2014		
Délégation régionale de la CCIMA de l'Extrême-nord	CCIMA	Extrême-nord	0471/MINFI/DGI/LC/L du 16 décembre 2014		
Cabinet FISCA comptable conseil	CFCC	Littoral	0173/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	3121	699598879
Délégation régionale de la CCIMA du Littoral	CCIMA	Littoral	0175/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	4011	676552623/ 33426787
Délégation régionale de la	CCIMA	Nord	0475/MINFI/DGI du		

CCIMA du Nord			16 décembre 2014		
Délégation régionale de la CCIMA du Nord-ouest	CCIMA	Nord-ouest	0471/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
Délégation régionale de la CCIMA de l'Ouest	CCIMA	Ouest	0171/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012		
Délégation régionale de la CCIMA du Sud	CCIMA	Sud	0474/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
Délégation régionale de la CCIMA du Sud-ouest	CCIMA	Sud-ouest	0172/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012		
Fédération Nationale des Associations des PME	FENAP	Littoral		12615	33426787
Confédération Camerounaise des PME	COPME	Centre			242020567 / 679539393
Organisation Patronale des Syndicats des Transporteurs	OPSTAC	Centre		15458	694603060
Syndicat National des Exploitants des débits de Boissons	SYNDEBOC	Centre		14947	691972965
Cabinet LeadersidePartners		Centre		12873	699849898
Cabinet FUEOSSEU Jean Paul		Centre		30819	699598879
Association des Commerçants et Artisans de l'Extrême-Nord	ACAEN	Extrême-Nord			

Source : MINPMEESA

Conclusion, perspectives et recommandations

En 2015, le nombre d'entreprises modernes répertoriées au Cameroun est passé à 23 427 unités, marquant ainsi une augmentation de +25,9% par rapport à 2014. Cette évolution s'explique par une création soutenue de nouvelles entreprises sur cette période ainsi qu'une meilleure couverture de la collecte des DSF.

Concernant la répartition géographique des entreprises du secteur moderne, la région du Littoral, naturellement vient en tête avec 10 336 entreprises (44,1%), suivie du Centre 8113 soit 34,6%.

Pour ce qui est de la forme juridique, les entreprises individuelles sont majoritaires (58,6%), suivies par les Sarl (30,8 %). L'on dénombre en outre 1 052 Sociétés Anonymes (SA), soit 4,5% du total des entreprises.

Par ailleurs les entreprises occupent au total 324 752 employés permanents en 2015. D'une manière générale, la taille de ces entreprises est assez modeste, 7 entreprises sur 10 emploient au plus 5 personnes. Toutefois, les PME prises dans leur ensemble ont un effectif employé de 113 903 personnes, soit 35,1% du total des emplois des entreprises modernes.

La répartition par branche situe le « Commerce de gros et détail et réparation de véhicules » comme premier pôle de concentration des entreprises (34,6%), suivi par les « Activités fournies principalement aux entreprises » (34,2%).

Concernant le chiffre d'affaires, les entreprises ont généré un montant de 11 480 milliards de FCFA en 2015, soit une moyenne de 490 millions de FCFA par entreprise. Les grandes entreprises, avec 2,6% de concentration d'unités, réalisent 82,8% du chiffre d'affaires total des entreprises modernes. La branche « raffinage et cokéfaction » présente la plus grande performance avec un chiffre d'affaires moyen de 29 744 millions de FCFA. En revanche, la branche « pêche et aquaculture » avec un chiffre d'affaires moyen de 9.9 millions de FCFA est la moins performante.

Les prochaines éditions du répertoire et de la démographie des entreprises intégreront l'analyse sur les EMF et sur les entreprises assujetties au Système Minimal de Trésorerie (SMT). Ces catégories d'entreprise contribuent en effet de plus en plus à la dynamique de l'activité économique nationale. A cet égard il faudra continuer sans relâche le plaidoyer afin de réunir les conditions nécessaires pour y parvenir.

Annexe : Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAÏ Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

OUMAROU IBN-EL HAMID, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

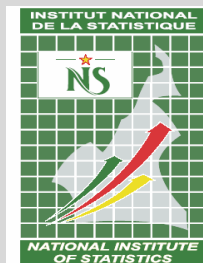
GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KENGNE KAMGA Arline Epouse FOMBA, Chargé d'Etudes Assistant à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org